



**HAL**  
open science

## Can we pinpoint the birth of capitalism?

Quentin Ravelli

► **To cite this version:**

Quentin Ravelli. Can we pinpoint the birth of capitalism?. *Tracés : Revue de Sciences Humaines*, 2019, 36, pp.29 - 57. 10.4000/traces.9428 . hal-03101148

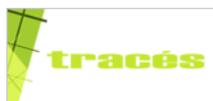
**HAL Id: hal-03101148**

**<https://hal.science/hal-03101148>**

Submitted on 7 Jan 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



---

## Le capitalisme a-t-il une date de naissance ?

*Can we pinpoint the birth of capitalism?*

Quentin Ravelli

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/traces/9428>

DOI : 10.4000/traces.9428

ISSN : 1963-1812

### Éditeur

ENS Éditions

### Édition imprimée

Date de publication : 24 octobre 2019

Pagination : 29-57

ISBN : 979-10-362-0182-0

ISSN : 1763-0061

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



### Référence électronique

Quentin Ravelli, « Le capitalisme a-t-il une date de naissance ? », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 36 | 2019, mis en ligne le 16 octobre 2019, consulté le 05 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/traces/9428> ; DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [1040] Too many connections

---



*Tracés* est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

## Le capitalisme a-t-il une date de naissance ?

QUENTIN RAVELLI

L'origine du capitalisme semble insaisissable : à peine croit-on l'avoir trouvée dans un siècle qu'on découvre ses premiers balbutiements dans un autre, avant de la voir ressurgir sous une forme différente à une date antérieure. À mesure qu'on la pourchasse, on n'en finit pas de remonter le temps. Où faut-il s'arrêter, et pourquoi ? Si on part, sans boussole, de la machine à vapeur du XIX<sup>e</sup> siècle après J.-C. – via les révolutions politiques, les enclosures, la colonisation, les banquiers italiens – on se retrouve vite auprès des marchands assyriens du XIX<sup>e</sup> siècle *avant* J.-C., dont les tablettes d'argile semblent déjà porter la trace d'une comptabilité capitaliste. Machinisme, rapports de classe, idéologie, formes de propriété, croissance, marchés, transformation de la nature : selon le critère choisi pour définir le capitalisme, la date de naissance bondit sur une échelle de quarante siècles. En haut, la « révolution industrielle » ; en bas, le « capitalisme antique » : deux notions tout aussi critiquables l'une que l'autre, chargées de controverses politiques et fort difficiles à localiser chronologiquement.

Si l'origine du capitalisme est aussi évasive, c'est que l'enjeu n'est pas purement factuel mais théorique : pour départager les étologies concurrentes, il faut dépasser le problème de la preuve historique d'une cause première pour tester des modèles explicatifs avec leur cohérence interne. Nous chercherons donc à comprendre comment des chercheurs – historiens, philosophes, sociologues – ont tenté de penser le capitalisme comme une époque spécifique, avec sa logique propre, d'abord à partir de son origine, ensuite à partir de sa fin, souhaitée ou redoutée. On se concentrera ici sur les principaux modèles explicatifs qui se sont enracinés au fil du temps, ce qui suppose de juxtaposer des analyses d'époques parfois très différentes, en privilégiant l'ordre thématique à la chronologie historiographique. De fait, il arrive fréquemment qu'une même théorie réapparaisse des décennies

ou des siècles plus tard, sous un autre visage, à la faveur du renouvellement d'anciens débats. Cependant, non seulement tous ces modèles ne se valent pas – certains se focalisent sur un élément au détriment de l'ensemble, d'autres ne réussissent pas à intégrer des faits majeurs ou n'ont tout simplement pas de critère – mais ils sont tous le produit de leur temps : pour penser « l'époque capitaliste » il faut donc saisir deux moments différents, celui de l'époque étudiée et celui des contextes d'énonciation de la théorie car « La tentative même d'écrire des histoires du capitalisme s'effectue à l'ombre de ses effets temporels » (Sewell, 2019, p. 180). Ni la théorie de Weber sur la religion protestante, ni celle de Marx sur l'accumulation primitive, ni la version sombartienne mi-antisémite mi-comptable, ni l'interprétation démographique malthusienne de Le Roy Ladurie, ni les capitalismes antiques, ni les thèses libérales, ni les thèses décroissantes, ni les acceptions coloniales-esclavagistes, ni la censure stalinienne du capital marchand ne sont neutres ni n'échappent à cette emprise du temps. La question de la naissance du capitalisme est donc une double question épistémologique et politique, dont les termes se renouvellent à chaque génération. L'époque pensée renvoie toujours, en miroir, à une époque pensante.

La principale difficulté que pose ce redoublement est la suivante : comment écrire de façon cohérente le début d'une histoire inachevée ? La tentative est forcément risquée car une histoire ne prend tout son sens qu'à partir de sa fin. Si le capitalisme vit encore trente siècles ou s'il s'effondre demain, son origine aura forcément une signification différente car elle ouvrira une époque différente. C'est en cela qu'une *époque* se distingue d'une *ère* – point fixe d'où l'on commence à compter les années – comme d'un *âge* – phase dans une évolution plus longue – et d'une *période* – étape capable de retour cyclique, comme dans le tableau périodique des éléments où les mêmes structures chimiques reviennent régulièrement. Une époque n'est pas définie par la simple délimitation d'un segment entre deux points A et B : elle suppose aussi l'élaboration d'un récit structuré qui rende compte de la trajectoire parcourue, et de celle qui reste à parcourir. Or, dans le cas du capitalisme, il s'agit non seulement d'un récit sans fin mais aussi d'un *récit sous contrainte*, car l'hypothèse menaçante d'un effondrement dramatique, d'une catastrophe finale, lui est intimement associée. Cette possibilité de la fin brutale pèse sur les efforts de narration, même quand les narrateurs – historiens, économistes, militants, banquiers, ministres, etc. – cherchent à se distinguer des schémas catastrophistes. De fait, qu'on affirme une fin ou une absence de fin – ce qui est une manière radicale de définir une fin – il faut nécessairement projeter, à titre de fiction utile, un avenir du capitalisme pour en penser l'origine. Cette nécessité méthodologique existe pour

tout processus dont l'observateur fait partie mais elle est particulièrement aiguë dans le cas d'un système dont les crises périodiques menacent l'existence de l'espèce humaine, comme l'histoire d'une vie défile au cours d'une chute mortelle.

On commencera par présenter les principaux modèles de l'origine, en remontant le temps, pour cerner les limites d'une recherche de la cause première à partir des textes fondateurs de chacune des thèses – ou les plus emblématiques d'une école de pensée – qui assignent un début clair au capitalisme. On cherchera ensuite comment l'époque pensante façonne l'époque pensée à partir de la fin, en engendrant différentes formes de réécriture de récits sous contrainte, voire de révisionnisme économique, liées à trois grandes représentations : l'infini, la catastrophe, le renversement. Cette réécriture vise en particulier les théories de l'accumulation primitive et du nœud colonialo-esclavagiste, qui résistent pourtant solidement aux critiques et permettent de penser une double origine du capitalisme à partir de points de rupture historiques et de la naissance de sujets politiques. Elles sont, précisément pour cette raison, recouvertes, voire attaquées, par des conceptions plus linéaires et pacifiées de la genèse du capitalisme, où la naissance et la mort disparaissent au profit d'une histoire infinie, et sans époque.

### **De la révolution industrielle à l'Antiquité : une naissance introuvable**

Par manque de distance critique, toute question portant sur l'origine d'un système dont on fait soi-même partie suscite des réponses imprécises, qui mélangent un peu de métaphysique à la science. La date elle-même, dont on pourrait penser qu'elle est un ancrage factuel stable, est une donnée fragile, car elle dépend de la définition du capitalisme. En remontant le temps, on s'aperçoit donc que le travail de recherche de l'origine du capitalisme ne ressemble pas tant à l'exhumation de nouvelles preuves similaires – comme les traces fossiles pour l'apparition de la vie sur terre ou les mesures de température du fond diffus cosmologique pour l'origine de l'univers – qu'à la confrontation de modèles distincts. Pourtant, loin de partir d'une définition préalable du système capitaliste pour en penser ensuite l'origine, la démarche des auteurs de ces modèles consiste plutôt à utiliser l'analyse de l'origine pour construire leur définition du capitalisme. L'origine n'est donc pas un simple point de départ mais permet de concevoir le moteur même du capitalisme, qu'il s'agisse d'une nouvelle technologie, d'un nouveau mode de production ou d'un nouveau pouvoir politique.

*Les usines du XIX<sup>e</sup> siècle : une fragile origine industrielle*

La représentation la plus courante du capitalisme, celle que l'on trouve dans les manuels scolaires, c'est celle des *Temps modernes* de Chaplin et de *Germinal* de Zola – celle de la machine à vapeur, des métiers à tisser, de la métallurgie, du chemin de fer, des mines de charbon et de fer. La révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle en est l'acteur principal. L'expression apparaît pour la première fois dans le *Cours d'économie industrielle* d'Adolphe Blanqui (1838), le frère du révolutionnaire Auguste Blanqui, avant d'être développée et thématiquée par l'historien britannique Arnold Toynbee (1884), sympathisant des objectifs du *settlement movement*, qui milite pour un rapprochement des pauvres et des riches afin d'améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière. Pour Arnold Toynbee, la révolution industrielle commence en 1760 en Angleterre, mais se développe véritablement au début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence combinée du libre-échange, qui se généralise, et de la mécanisation, qui permet un changement de nature des manufactures transformées en usines. En se substituant à la régulation médiévale fondée sur l'exploitation agricole, la concurrence et la machine à vapeur auraient fait naître une nouvelle ère.

Cette identification du capitalisme à la révolution industrielle, largement répandue, a pour conséquence de centrer la réflexion sur le rôle de la machine et de la production industrielle de masse. Elle est soulignée par Engels, pour qui « l'histoire de la classe ouvrière anglaise » commence avec « l'invention de la machine à vapeur » (1975 [1845], p. 3), comme par l'économiste libéral Jean-Baptiste Say, avec son apologie des entrepreneurs du textile. Au-delà de la mythologie de la révolution industrielle, qui oscille entre luddisme et glorification (Jarrige, 2009a, 2009b), deux objections principales peuvent être émises. D'abord, les historiens des techniques soulignent aujourd'hui l'existence d'une industrialisation bien antérieure (Carnino *et al.*, 2016). En mettant de côté pour le moment la question du capitalisme antique, on peut remonter jusqu'aux *satanic mills* d'Adam Smith, à l'industrie de la soie lyonnaise (Poni, 1997) ou à l'étonnante industrie textile du nord de l'Italie au XVII<sup>e</sup> siècle (Poni, 1976) – anticipation des manufactures industrielles anglaises du XIX<sup>e</sup> siècle – voire à la « révolution industrielle au Moyen Âge » (Gimpel, 1975). De fait, les historiens britanniques parlent depuis longtemps d'une « première révolution industrielle », dès 1540 (Nef, 1954), qui aurait touché l'Allemagne depuis 1550. Ensuite, le risque de cette approche est celle d'un déterminisme technique faisant disparaître les conditions *politiques* d'instauration du capitalisme industriel sous sa forme hégémonique du XIX<sup>e</sup> siècle, qui ne sont possibles que

si l'appareil d'État est lui-même acquis à la cause des industriels. Ce qui suppose qu'on s'intéresse, en amont, aux révolutions qui garantissent l'arrivée au pouvoir des classes sociales motrices de la révolution industrielle, jusqu'ici confinées dans le système féodal.

*Révolutions politiques : l'avènement des institutions bourgeoises*

Pour l'historien Albert Soboul, qui s'inscrit dans une longue lignée d'analyses de la naissance politique du capitalisme, « la Révolution française marque l'avènement de la société bourgeoise et capitaliste dans l'histoire de France. Sa caractéristique essentielle est d'avoir réalisé l'unité nationale du pays par la destruction du régime seigneurial et des ordres féodaux privilégiés » (Soboul, 1989 [1965], p. 5). En tant que « modèle classique de la révolution bourgeoise » (*ibid.*), elle mérite une attention particulière, permettant de comprendre comment des fractions déterminantes des sociétés d'Ancien Régime, intégrées au tiers état et donc dominées par l'aristocratie, réussissent à contrôler l'appareil d'État en renversant l'ordre monarchique. Une démonstration similaire a souvent été faite dans le cas de la Révolution anglaise de 1688, la « Glorieuse Révolution » qui instaure les bases institutionnelles et législatives de la révolution industrielle ultérieure : liberté d'entreprendre qui stimule les créations d'entreprises, banque nationale à l'origine de la multiplication de banques commerciales, bourse des valeurs initiant le système des sociétés par actions, toutes ces mutations concourent à l'émergence d'une « société commerciale » (Pincus, 2009). L'époque capitaliste serait ainsi ouverte par l'arrivée au pouvoir de classes sociales représentant ses intérêts.

Mais deux aspects essentiels sont ici laissés en suspens. D'abord, les classes bourgeoises existent économiquement et socialement bien avant de prendre le pouvoir politique, ce qui suppose d'analyser leurs origines antérieures aux révolutions. Or, parmi les théories de cette genèse sociologique des classes, nombreuses sont celles qui insistent sur l'idéologie comme condition d'une pratique capitaliste, ou plus généralement sur l'état d'esprit de ces nouvelles bourgeoisies, un état d'esprit rationaliste mais qui puise sa source dans la religion et relevant donc d'un autre modèle explicatif. Les historiens soulignent en particulier que la Glorieuse Révolution de 1688 instaure la sécurité des protestants persécutés dans toute l'Europe, déclenchant une importante vague d'immigration et renforçant le pouvoir social du protestantisme implanté dans les milieux bourgeois (Valance, 2006) : il est donc logique de chercher à comprendre quel était le rôle antérieur du protestantisme dans l'essor d'un « esprit du capitalisme » préalable, au cœur de la formation de la morale bourgeoise.

*Réforme protestante, loi rabbinique, confucianisme :  
les origines religieuses du capitalisme*

Si l'on suit l'interprétation classique de Max Weber, c'est en 1517 – année des quatre-vingt-quinze thèses de Martin Luther contre le trafic d'indulgences autorisé par le pape et début d'une nouvelle conception religieuse bientôt relayée par Calvin – qu'il faudrait faire naître l'« esprit du capitalisme ». La réforme protestante, et surtout les nombreuses sectes protestantes qui ont proliféré dans son sillage, ont créé une éthique du travail comme vocation, discipline, rationalisation méthodique de l'existence en fonction d'impératifs économiques conduits par un ascétisme distinct du simple intérêt personnel ou de l'« appât du gain » (Weber, 2002 [1905]). Pour Max Weber, cet esprit est bien une *cause* du capitalisme, et non sa conséquence. C'est dans ce contexte du séisme idéologique de la remise en question du catholicisme que prennent sens ses analyses des textes de Benjamin Franklin (1706-1790), père fondateur des États-Unis, qui présente l'augmentation du capital comme un devoir moral et dont Weber fait le modèle de l'ethos capitaliste. Weber n'est, à l'époque, pas le seul à défendre cette conception : le théologien et historien allemand Ernst Troeltsch y souscrit aussi et considère que Weber a « apporté la preuve » que c'est « l'ascèse spécifiquement calviniste qui [...] a permis l'essor d'une complexion spirituelle sur le fond de laquelle le capitalisme a pu se déployer de façon si brutale » (Troeltsch, 1906, p. 43, cité dans Merz-Benz, 2004).

Mais les critiques de cette représentation ne manquent pas : l'historien Richard Tawney pointe la surestimation, par Weber et Troeltsch, des applications pratiques de la doctrine calviniste de la vocation, et l'absence de prise en compte des transformations majeures du calvinisme depuis la mort de Calvin, au xvi<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'époque de Franklin, au xviii<sup>e</sup> siècle (Tawney, 1951). Il souligne aussi que l'interdiction de l'usure dans la doctrine canonique de l'Église, censée protéger le petit paysan ou le petit artisan, ne s'applique pas aux fabricants de draps, aux propriétaires des mines et aux maîtres de forges qui ont besoin de capitaux, font des prêts aux banques, et dont la religion catholique n'est donc en rien un obstacle à l'esprit capitaliste. Par contraste, l'opposition farouche des anglicans à l'usure, qui adhèrent pourtant aux principes théologiques de la Réforme, comme Thomas Wilson et son *Discourse Upon Usury* de 1572, montre que le lien entre capitalisme et protestantisme est loin d'être évident. Cette faiblesse de l'étiologie religieuse se retrouve dans d'autres cas de figure, comme la théorie de Sombart – heureusement contestée depuis – qui donne une place

centrale au judaïsme. Selon Sombart (1982 [1911]), les actions échangées en bourse sont au cœur d'activités économiques qui ont évolué en trois étapes conduisant à une « standardisation de l'endettement personnel » déterminée par la religion juive : « la transformation du crédit du lien personnel vers une relation impersonnelle », qui a « pris la forme des actions » boursières, avant que ces « actions ne deviennent mobiles » et enfin que s'instaurent des activités économiques ayant pour unique but de fabriquer ces actions.

L'assignation à une religion de l'esprit du capitalisme est d'autant plus critiquable qu'on peut l'opérer pour d'autres religions encore, comme le confucianisme, où l'on retrouve des éléments de l'éthique protestante telle qu'elle est décrite par Max Weber. Pendant « l'âge d'or » du capitalisme industriel chinois de 1911 à 1927, porté par une longue histoire commerciale, la bourgeoisie patriote est résolument confucéenne, sans que ses convictions religieuses ne soient en rien un obstacle à l'accumulation du capital, au contraire (Yao, 2002 ; Bergère, 2007). En outre, si l'on en reste à l'explication par le protestantisme, comment rendre compte de l'existence, plus de deux siècles avant la Réforme, de formes de commerce capitaliste très élaborées, à une échelle mondiale, dont les banquiers des Flandres et des villes italiennes du Nord contrôlent l'organisation en faisant preuve, déjà, d'un ethos capitaliste orienté par le calcul ?

*Le commerce au loin : du Verlagssystem au « capitalisme antique »*

Pour Fernand Braudel, si le XVI<sup>e</sup> siècle voit surgir partout des industries qui « ressemblent à mille feux allumés à la fois, fragiles, dans un très vaste champ d'herbes sèches » (Braudel, 1990 [1949], p. 105), en particulier dans les secteurs du bâtiment et du textile, c'est avant tout le capital commercial qui en est l'aiguillon : « l'industrie suit les marchands » (*ibid.*, p. 100). C'est même sur cette domination commerciale de l'artisan que repose le *Verlagssystem*, ou système sur avance : « le marchand, le commanditaire, le *Verleger*, avance à l'artisan la marchandise qu'il lui donne à travailler contre un salaire » (*ibid.*, p. 96). Les analyses de Braudel font donc graviter la naissance du capitalisme autour de l'axe de la « plus-value commerciale », ou de ce qu'il appelle le « commerce au loin », c'est-à-dire la « mise en contact, plus ou moins aisée, de contrées où l'achat se fait à bas prix et d'autres où les ventes sont à haut prix » (*ibid.*, p. 109-110) – on achète du poivre à Calicut pour le revendre à Lisbonne, des toiles en Bohême pour les écouler au Brésil, de l'or du Soudan pour le fondre à Londres. C'est la taille des profits plus que le volume des échanges qui importe. Or, ces fantastiques profits, caractéristiques de l'économie-monde qui se dessine, sont captés et

contrôlés par les grandes familles de marchands du nord de l'Italie – Florence, Venise, Gênes – et des Flandres : les Fugger, Welser, Hochstätter, Affaitati. Le XVI<sup>e</sup> siècle est donc d'abord pour Braudel « le siècle des banquiers génois » qui « s'intercale, à l'horloge du grand capitalisme, de 1557 à 1627, après le siècle bref des Fugger, avant le siècle du capitalisme mêlé d'Amsterdam » (*ibid.*, p. 178).

Mais si on pense que le capitalisme provient de cette accumulation de capital commercial qui soumet l'activité industrielle, alors on peut le faire naître encore plus haut. Pour Henri Sée, « les origines lointaines » du capitalisme remontent à « l'époque, où, dans les régions économiquement les plus actives, comme l'Italie et les Pays-Bas, le capitalisme commence à exercer son emprise sur l'industrie : nous voulons dire le XIII<sup>e</sup> siècle » (Sée, 1980 [1926], p. 6). Braudel lui-même n'aurait pas été en désaccord, puisqu'il affirme ailleurs : « je suis d'accord avec le Marx qui a écrit (pour s'en repentir ensuite) que le capitalisme européen (il dit même la *production capitaliste*) a commencé dans l'Italie du XIII<sup>e</sup> siècle » (Braudel, 1979, p. 44). En remontant ainsi le temps, on passe du siècle de Gênes à celui de Venise, puis de Florence, la ville « berceau du calcul commercial » (Sée, 1980 [1926], p. 124). On retrouve ici les interprétations récentes d'une autre thèse de Sombart qui, comme le montre Ève Chiapello (2007), a exhumé l'importance vitale de la « comptabilité double » pour les premières entreprises capitalistes. Suivant ce fil rouge, on ne peut ignorer l'introduction, depuis le monde musulman, d'un outil essentiel à cette comptabilité : la greffe, à la charnière des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, des chiffres arabes aux techniques capitalistes italiennes.

Ces approches centrées sur le capital commercial et ses techniques sont menacées par deux écueils sur lesquels elles risquent de s'échouer : d'abord, si le capitalisme naît du capital commercial, quand commence donc le capital commercial ? Pour en comprendre la source, on est obligé de régresser jusqu'aux théories du « capitalisme antique », comme celle de Joseph Schumpeter, qui souligne que les banques, le profit, le crédit et l'intérêt existent déjà dans le monde antique (Schumpeter, 2003 [1946], p. 189). Dès 1906, *Le capitalisme dans le monde antique* de Giuseppe Salvioli tendait à en minimiser l'importance et prenait donc parti pour les primitivistes contre les modernistes, car il considérait que l'économie antique était trop distincte du capitalisme ultérieur pour être considérée comme son ancêtre direct (Salvioli, 1906). Mais l'historiographie tend, depuis, à privilégier les thèses des modernistes. Pour Michel Rostovtseff, « l'élément le plus caractéristique de l'évolution économique de l'État romain est le capitalisme » (Rostovtseff, 1987, p. 28), une affirmation que renforcent les recherches sur l'industrie céramique, qui dynamisent les thèses primitivistes de « l'histoire brisée » d'Aldo Schiavone (Picon,

2008), comme le rappellent les synthèses érudites de Jairus Banaji (2017, 2018). S'aventurant plus loin encore, certains archéologues ont récemment souligné l'importance centrale du capital dans les cités marchandes assyriennes du XIX<sup>e</sup> siècle avant J.-C. : les milliers de lettres commerciales en argile systématiquement archivées à Kaniš témoignent du contrôle, par la classe commerçante de la cité d'Aššur, de réseaux commerciaux étendus sur des milliers de kilomètres, où la comptabilité du capital inclut les questions de production, de transport, de distribution, de taxe d'exportation (Michel, 2008, 2014). Une manière de parer ces objections consiste à définir le capitalisme antique comme une économie certes étendue mais encore dominée et interstitielle, comme le fait déjà Max Weber au sujet des investissements agraires massifs de la République romaine tardive, « capitalistes » quoique dépendant encore structurellement de facteurs non économiques (Weber, 1998 [1924] ; Capogrossi-Colognesi, 2004) : la rationalité capitaliste en tant que telle, loin de fleurir sans limites comme elle le fera plus tard, serait restée bloquée dans le carcan des économies esclavagiste puis féodale.

La seconde difficulté est plus épineuse : en diminuant le rôle de l'industrie dans l'émergence du capitalisme, on se focalise sur la *généalogie d'une seule classe sociale* – la classe bourgeoise issue des marchands et des banquiers – au détriment d'une autre – la classe ouvrière issue de la petite paysannerie déracinée. Cette vision dissymétrique est contestable, car elle conduit à minimiser un processus fondamental, un basculement qui apparaît dans l'histoire des travailleurs mais qu'on a du mal à repérer dans l'histoire des classes dominantes : celui de *l'accumulation primitive comme acte de naissance du prolétariat urbain*. On pourra bien sûr objecter, avec certains défenseurs modernistes du capitalisme antique, qu'il existait déjà, dans l'Antiquité, des manufactures complexes et standardisées de céramique, de verre, de clous, d'amphores de vin et d'huile d'olive et faire allègrement remonter les premiers balbutiements du capitalisme jusqu'à la première production de briques en série. Mais ce qui résiste à l'objection, ici, c'est qu'aucune de ces unités de production n'a bénéficié d'un déracinement rural de masse, et forcé, comparable à l'accumulation primitive : le prolétariat n'était encore qu'un archipel disséminé, numériquement inférieur à l'artisanat, dans un océan de paysans, et non une classe sociale centrale.

*Accumulation primitive et révolution des enclosures :  
l'origine rurale du prolétariat*

Le concept d'accumulation primitive, parfois traduit par *accumulation initiale* apparaît tardivement dans le *Capital*, aux chapitres XXIII et

surtout XXIV du livre I<sup>er</sup>, qui le présentent comme le « fondement historique » de la « production spécifiquement capitaliste » – un processus qui « apparaît comme “initial” parce qu’il constitue la préhistoire du capital » (Marx, 2014 [1867], p. 805). Analyser ce moment est essentiel pour penser l’origine d’un système dont les causes nous entraîneraient, sinon, dans une chasse temporelle infinie :

L’accumulation du capital présuppose la survaleur, la survaleur la production capitaliste, laquelle présuppose à son tour la présence de masses importantes de capital et de force de travail entre les mains de producteurs de marchandises. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux dont nous ne sortons qu’en supposant une accumulation « initiale » antérieure à l’accumulation capitaliste (« *previous accumulation* » chez Adam Smith)<sup>1</sup>, une accumulation qui n’est pas le résultat du mode de production capitaliste, mais son point de départ. (*Ibid.*, p. 803)

La définition de l’accumulation primitive est d’une grande clarté : c’est « l’expropriation hors de sa terre du producteur rural, du paysan » (*ibid.*, p. 805), « la dissolution de la propriété privée fondée sur le travail personnel » (*ibid.*, p. 854) qui a eu lieu lorsque « de grandes masses d’hommes ont brusquement et violemment été arrachés à leurs moyens de subsistance et jetés, prolétaires hors la loi, sur le marché du travail » (*ibid.*, p. 805). L’une de ses manifestations physiques les plus voyantes a été la mise en place de clôtures – ou enclosures en Angleterre, où le processus a été le plus net et le plus précoce – sur les terres que les familles paysannes travaillaient en commun, sans en avoir la propriété. Les terres arables ont été regroupées, concentrées, transformées en pâturages, protégées par leurs nouveaux propriétaires, des fermiers riches que ces expulsions brutales transformaient en capitalistes à mesure que déclinaient les cultures vivrières, au profit d’une agriculture marchande orientée vers l’élevage et en particulier la production de laine pour l’industrie textile. Afin de lutter contre les conséquences sociales de cet exode forcé, des lois d’une extrême violence – les *game laws* ou « lois du gibier » – punirent le vagabondage et le braconnage, contribuant à la fixation de cette main-d’œuvre itinérante dans les manufactures, où la discipline achevait la transformation du paysan en ouvrier. Marx peut donc dire que « les pères de l’actuelle classe ouvrière ont commencé par être châtiés pour la transformation, qu’on leur avait imposée, en pauvres et vagabonds » (*ibid.*, p. 825). Certes, le caractère décisif des enclosures anglaises ne se retrouve ni dans l’Italie du Nord, où la proto-industrialisation se fait dans

---

1 Contrairement à Smith qui considère que la division du travail est le produit d’une accumulation « première », c’est l’inverse pour Marx : il faut bien expliquer d’où vient l’accumulation elle-même, la division sociale du travail qui lui donne son élan brutal.

un « tiers-espace » rural entre ville et campagne (Dewerpe, 1985), ni dans la France de Colbert, où l'administration centralisée des manufactures royales a joué un rôle déterminant sans soumettre les « ouvriers du dehors », issus du monde paysan, à la même police que les « ouvriers du dedans », venus des villes (Minard, 1998). Mais c'est bien à chaque fois à partir des mutations internes à un monde rural marqué par la faim et les recompositions de la propriété que s'esquisse la première classe ouvrière européenne – « le système agraire porte la proto-industrie » (Dewerpe, 1985, p. 238).

Loin de renier le schéma marxiste, les médiévistes de l'école des Annales et leurs successeurs l'ont plutôt confirmé dans ses grandes lignes en précisant certaines transformations majeures. Pour Marc Bloch, il y a bien une crise sociale généralisée du monde rural, malgré les formes variées qu'elle prend selon les régions, en particulier en France (Bloch, 1968 [1931]). Pour Georges Duby, le remplacement du bœuf par le cheval, beaucoup plus rapide, marque « l'avènement d'un système agraire plus hautement productif » (Duby, 1962, p. 200). Ce sont d'ailleurs les premières activités industrielles de la paysannerie elle-même, avant qu'elle ne se mue en classe ouvrière, qui préfigurent le capitalisme industriel : d'abord le *domestic system*, où le négociant fournit au paysan un travail pendant les baisses d'activité agricole ; puis le *putting-out system*, transformation du *domestic system* pour un marché d'exportation (Mantoux, 1906), en particulier dans l'industrie du drap (Noordegraaf, 1997). Ces quatre mécanismes – expulsions des campagnes et exploitation à domicile, appropriation et techniques productives – concourent bien à *l'ouvriérisation violente de la paysannerie européenne*.

La datation du processus est, par contre, moins claire que sa définition. Si certains textes de Marx laissent entendre qu'il commence dès le XIII<sup>e</sup> siècle, le chapitre XXIV en juge autrement : « bien que les premiers débuts de la production capitaliste se présentent à nous de manière sporadique dès les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles dans quelques villes de la Méditerranée, l'ère capitaliste date seulement du XVI<sup>e</sup> siècle. Là où elle entre en scène, l'abolition du servage est depuis longtemps chose faite » (Marx, 2014 [1867], p. 806). Mais si l'accumulation primitive est antérieure au capitalisme et contribue à l'abolition du servage, de quand date donc l'accumulation primitive ? N'y a-t-il pas un autre mécanisme central se combinant à la crise du monde rural européen ?

Le problème de cette description, c'est qu'elle laisse de côté le second grand volet de l'accumulation primitive, dont le statut est loin d'être évident chez les historiens marxistes : que faire de la colonisation et de l'esclavage, qui constituent un temps de pillage et d'asservissement brutal, sanglant et généralisé absolument essentiel au décollage du capitalisme, parallèle

à l'abolition du servage féodal ? Marx les aborde au tout dernier chapitre du livre I<sup>er</sup>, « La théorie de la colonisation » : « La découverte des contrées aurifères et argentifères d'Amérique, l'extermination et l'asservissement de la population indigène, son ensevelissement dans les mines, les débuts de la conquête et du sac des Indes orientales, la transformation de l'Afrique en garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà de quoi est faite l'aurore de l'ère de la production capitaliste » (*ibid.*, p. 843). Mais les dernières lignes du livre referment rapidement cette porte décoloniale : « cependant, ce n'est pas la situation des colonies qui nous occupe ici. Ce qui nous intéresse uniquement, c'est le secret découvert dans le Nouveau Monde et proclamé bien haut par l'économie politique de l'Ancien monde » (*ibid.*, p. 868). Marx n'a pas écrit d'équivalent des *Luttes de classes en France* pour le massacre des Incas, ni cherché à penser l'esclavage moderne autrement que comme une résurgence dans la succession des modes de production esclavagiste, féodal puis capitaliste : pourquoi s'arrêter ainsi au seuil des colonies, enfouir le Nouveau Monde dans l'Ancien ?

*Le pillage colonial et la traite négrière aux sources du capitalisme*

La piste coloniale place le point de départ historique du capitalisme en amont du pic de mutations du monde agricole européen, au moment de la première croisade : la conquête de la Palestine de 1096 à 1099, sous l'impulsion du pape Urbain II en 1095, qui aboutit à la création du royaume chrétien de Jérusalem, ouvre un long cycle de conquêtes. Jusqu'en 1272, date de la fin de la neuvième croisade, ce sont des centaines de milliers de croisés – 2 à 3 % de la population d'Europe occidentale – qui dévastent la région par vagues, avec comme point culminant le sac de Constantinople de 1204. Il se joue là le premier acte d'un pillage mondial, un laboratoire dont les atrocités sont décrites par les historiens arabes de l'époque – en particulier Ibn Al-Athir (Gabrieli, 2001 [1957]) – et qui renforce l'identité européenne par la lutte contre l'islam tout en accélérant la mutation du féodalisme. Le second acte part de la péninsule ibérique en direction du Maghreb – prise de Ceuta par le Portugal en 1415 – puis de l'Amérique latine – « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb en 1492. Ce sera ensuite au tour de la France – conquête du Canada en 1534, des Antilles à partir de 1635 – puis de la Hollande – « fondation » de la nouvelle Amsterdam sur le site de New York en 1624 – et de l'Angleterre – qui crée sa première colonie en Caroline du Nord en 1584, puis s'attaque aux Caraïbes et fonde en 1600 l'East India Company, bientôt tentaculaire. Évidemment, il est impossible de comprendre l'essor du capitalisme commercial et industriel sans prendre

en compte ces multiples conquêtes au fil de l'épée, puis au canon. Le capitalisme financier moderne s'enracine dans ce colonialisme : significativement, les deux premières grandes bulles financières européennes de 1720 – celles des mers du Sud en Angleterre et du système de John Law en France – portent sur la spéculation des actions des compagnies esclavagistes.

Au cœur de cette expansion globale, la traite négrière commence par la déportation, en 1441, des premiers esclaves noirs à Lisbonne (Almeida Mendes, 2008). Parmi les nombreuses histoires de l'esclavagisme, celles qui le lient explicitement et précisément à la naissance du capitalisme n'émergent que dans un contexte de décolonisation avancé, par les acteurs eux-mêmes (Williams, 1944). Ce lien sera reconnu et approfondi bien plus tard, notamment par Marcus Rediker, pour qui le premier rôle, dans ce dispositif terrifiant, est joué par les navires négriers, qui sont à la fois des prisons mobiles, des armes de haute technologie et des *factories*, au sens original de « plateforme commerciale » et au sens moderne d'« usine » – en l'occurrence des usines de *marchandises humaines* : les esclaves eux-mêmes. Ces bâtiments flottants sont donc les « vaisseaux historiques qui ont rendu possible l'émergence du capitalisme » (Rediker, 2013 [2007], p. 67), au large de la Guinée, plus qu'autour des livres de comptes vénitiens, des sectes protestantes, des guillottes françaises ou des pâturages anglais :

Le navire fut ainsi l'élément central d'un ensemble de bouleversements économiques profonds et interdépendants qui furent essentiels à l'essor du capitalisme : la conquête de nouvelles terres ; l'expropriation de millions de personnes et leur reconversion dans les secteurs de l'économie en pleine croissance et orientés vers le marché ; l'exploitation minière de l'or et de l'argent ; la culture du tabac et du sucre ; le développement concomitant du commerce de longue distance ; et, enfin, une accumulation planifiée de la richesse et du capital qui allait au-delà de tout ce que le monde avait jusqu'ici connu. (*Ibid.*, p. 70)

Effectuée à une échelle de masse – 12,4 millions de captures dont 1,8 million de morts pendant son « âge d'or » de 1700 à 1808 selon Rediker – l'économie de la traite négrière, pudiquement appelée *commerce triangulaire* dans les manuels scolaires, s'est avérée particulièrement rentable économiquement : « dans le “navire-usine”, les marins “produisaient” les esclaves : ils doubleraient leur valeur économique en les achetant dans un port de l'est de l'Atlantique pour les revendre de l'autre côté de l'océan et, ainsi, contribuaient à créer une force de travail qui fut au cœur de l'essor de l'économie mondiale à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle » (*ibid.*, p. 22). Cette rentabilité exceptionnelle ne profitait pas seulement aux marchands d'esclaves. Elle bénéficiait aussi aux capitaines, aux armateurs, aux marchands de produits exotiques et aux propriétaires de plantations de canne à sucre, de tabac et de coton

qui utilisaient cette main-d'œuvre servile comme source d'enrichissement. Dans son impressionnante histoire du coton, où il rebaptise le « capitalisme commercial » en « capitalisme de guerre », Sven Beckert montre par exemple comment une même marchandise a été, pendant plusieurs siècles, intimement mêlée à l'aube du capitalisme par l'esclavage (Beckert, 2014) : des plantations américaines à l'industrie textile anglaise, le coton est transformé par les deux principaux sujets de l'accumulation primitive – les esclaves africains, d'abord, les prolétaires européens, ensuite.

D'une théorie à l'autre, en remontant le temps, on s'aperçoit qu'aucun auteur ne parle vraiment de la même chose. Cela peut donner l'impression qu'il n'y a pas un capitalisme mais des capitalismes, ou plutôt une famille de capitalismes dont chaque génération apporterait à la précédente une volée de mutations imprévues, par accumulation des dégénérescences : capitalismes antique, colonial, commercial, négrier, religieux, politique, industriel, impérialiste, financier. Pourtant, tous ces phénomènes n'existent pas indépendamment les uns des autres et c'est la totalité de la lignée qu'il faut essayer de penser. Une façon de s'en sortir est de distinguer, comme le fait par exemple Samir Amin suivi par d'autres (Amin, 1970 ; Frank, 1978 ; Arrighi, 1994), des périodes dans le processus d'accumulation : mercantiliste (1500-1770), industrielle (1770-1870), impérialiste (1870-1930). Les thèses de la « variété des capitalismes » proposent une version spatialisée de cette taxinomie, par exemple en distinguant les économies de marché libérales des économies de marché coordonnées (Hall et Soskice, 2001) ou encore en combinant, parfois au prix de la confusion, la géographie et la politique : capitalismes libéral anglo-saxon, social-démocrate scandinave, européen continental, méditerranéen et asiatique (Amable, 2005 [2003]). Mais ce type de distinction renvoie surtout à des projets politiques différents, à des manières de se positionner vis-à-vis des dangers du capitalisme et des fins qui le guettent, plutôt qu'à des théories de l'origine isolée, presque inconcevable, car l'origine est toujours pensée dans une étroite relation avec des scénarios à réaliser ou à éviter.

### **L'origine du capitalisme comme problème politique : de l'ontologie à l'eschatologie**

Le terme *capitalisme* est né en Allemagne en 1880 : le suffixe *-ismus*, qui renvoie au *Wesen*, « à la qualité essentielle des choses » (Febvre, 1962, p. 327), est employé d'abord par les socialistes, puis par les économistes, les capitalistes autoproclamés, les historiens, enfin les sociologues comme Werner

Sombart, Jacob Strieder et Max Weber. Si ce concept a une charge politique si importante, c'est parce qu'il permet de construire un récit politique convaincant, doté d'un début et d'une fin, qui donne une autorité historique au discours eschatologique et le distingue ainsi de la prophétie, coupée du passé. Mais pour que l'origine fortifie la fin, qu'elle entre en « consonance » avec elle, pour reprendre le terme du critique littéraire Frank Kermode dans *The Sense of an Ending* (1966), il arrive qu'il faille forcer le trait. C'est ce qui explique que les théoriciens du capitalisme ont pu falsifier les faits, quitte à se livrer à d'in vraisemblables acrobaties. C'est le cas chez Sombart, obsédé dès 1911 par l'idée d'une origine juive du capitalisme : « Même la découverte de l'Amérique est intimement liée aux Juifs de la façon la plus remarquable. C'est comme si le Nouveau Monde était apparu à l'horizon grâce à eux et par leur seule aide, comme si Christophe Colomb et le reste n'étaient que des managers au service d'Israël » (Sombart, 1982 [1911], p. 30). S'aventurant à démontrer le lien imaginaire entre l'expulsion des Juifs d'Espagne en 1492 et la « découverte » de l'Amérique, il affirme que « Christophe Colomb lui-même est réputé juif », tout en reconnaissant qu'il « donne cette information pour ce qu'elle vaut, sans en garantir l'exactitude » (*ibid.*, p. 31). Des « foules de Juifs » seraient ainsi parties en Amérique pour établir l'industrie du sucre à Saint-Thomas. Dans cette représentation antisémite, c'est à partir d'un récit des origines que la fin du judaïsme est présentée comme un équivalent politique de la fin du capitalisme.

D'une manière générale, l'origine du capitalisme fait l'objet d'une myriade de révisionnismes petits et grands, liés à une représentation d'un avenir craint ou désiré, qui ne sont pas toujours faciles à déceler. Au premier rang, on trouve les occultations de l'accumulation primitive et du complexe colonial-esclavagiste, massives et durables, qui effacent tout simplement des acteurs majeurs, en faisant de la croissance ou du progrès technique les principaux sujets de l'histoire. En arrière-plan, on rencontre la réécriture de l'histoire par l'historiographie soviétique des années 1930, dont le dogme stalinien ne s'accommodait pas de la notion de capital commercial, ni de la théorie des cycles de Kondratieff. Dans tous les cas, il s'agit bien de discréditer un projet politique à partir de sa fondation historique, de barrer l'avenir par le passé : postuler une histoire éternelle du capitalisme, sur fond de croissance progressive, tout comme refuser de voir sa plasticité, cela permet d'éviter de penser une fin crédible et de discréditer, comme nous allons le voir, l'idée d'un sujet politique révolutionnaire, ou tout simplement capable de transformation.

*Une fin sans fin : croissance éternelle et révisionnisme économique*

Dans la majorité des récits économiques libéraux, les moments de rupture radicale – comme ceux de l’accumulation primitive et du système colonial-esclavagiste – sont tantôt niés et dissous dans une vision gradualiste, d’où la violence et les classes sociales sont soigneusement expurgées, tantôt réduits à des points de départ terrifiants, à des traumatismes originels dépassés. Dans la monumentale *Histoire du capitalisme* en trois volumes aux éditions d’Oxford – publiée récemment avec le curieux soutien de la banque espagnole BBVA – qui se présente comme une « nouvelle méta-narration qui contraste avec les façons d’aborder le capitalisme aujourd’hui » (Neal et Williamson, 2014, p. 16), l’analyse de classe est tout simplement absente, et en particulier le processus d’accumulation primitive. À la place, le capitalisme est défini comme une « élévation durable du niveau de revenu individuel » dont il faut se demander pourquoi il a mis tant de temps à apparaître – ce qui permet d’évacuer la « guerre, la famine, les désastres naturels, la maladie » comme « facteurs externes » au capitalisme (*ibid.*, p. 4). Même si l’esclavagisme et la colonisation sont abordés dans certaines contributions, l’accumulation primitive est absente. Elle est remplacée, dans l’introduction, par des « singularités malthusiennes », vues comme des symptômes du capitalisme à traquer de Babylone à l’Égypte antique en passant par les Phéniciens : la pensée d’une origine progressive du capitalisme renforce ici l’idée d’une absence de crise à venir. Le marché étant fondamentalement équilibré, toute représentation de la fin du capitalisme ne peut que s’appuyer sur des facteurs externes, comme l’interventionnisme étatique qui brouille le libre jeu de l’offre et de la demande.

Les théories libérales de la croissance ne font pas autre chose : leurs « produits intérieurs bruts par habitant » remplacent les rapports d’exploitation, avec leurs ruptures brutales, par des moyennes qui progressent malgré des crises jugées anormales. Pacifié, ce récit libéral est cependant virulent vis-à-vis des récits concurrents. Il remet en question non seulement leurs représentations des fins et des origines, mais jusqu’à l’idée même de fin et d’origine. Friedrich Hayek, dans son introduction à *Capitalism and the Historians* (1954), un recueil d’articles issus d’un colloque de la Société du Mont-Pèlerin, composée d’économistes orthodoxes, dont huit prix Nobel, attaque ce qu’il appelle « l’interprétation socialiste de l’histoire » (*ibid.*, p. 15) : « la véritable histoire [*actual history*] de la connexion entre le capitalisme et l’essor du prolétariat est presque l’inverse de ce que suggèrent ces théories de l’expropriation des masses ». À la place de l’aggravation des

inégalités et des conditions d'existence de la classe ouvrière, il souligne que les salaires étaient plus élevés après les guerres napoléoniennes, que l'« indéniable croissance des richesses » (*ibid.*, p. 10) a profité à l'ensemble de la population et qu'il vaut mieux parler d'un « lent et irrégulier progrès de la classe ouvrière » (*ibid.*, p. 14) qui a permis une « amélioration » pour « ceux qui allaient de la campagne vers la ville » (*ibid.*, p. 18) : on reconnaît ici la thèse du « doux commerce », que Hirschman souligne dès le XVIII<sup>e</sup> siècle dans sa typologie des « représentations rivales de la société de marché » et qu'il oppose à la thèse de « l'autodestruction » (Hirschman, 1992). Cette évolution aurait garanti un « élargissement des opportunités » malgré l'existence de « poches » restées « trop isolées pour bénéficier des opportunités ouvertes ailleurs par le marché » (Hayek, 1954, p. 27) : le problème des inégalités de classes, qui justifie le projet socialiste, est ici expulsé hors du capitalisme, comme un reliquat précapitaliste. Cette théorie des poches ou des scories n'est pas neuve non plus : elle renvoie à la thèse du « frein féodal » (*feudal shackles*) opposée par Hirschman à celle du « bienfait féodal » (*feudal blessing*). Quant à l'idée d'une croissance des forces productives qui conduit souvent les historiens marxistes à reconnaître une amélioration des conditions de vie des classes populaires dans le passage du féodalisme au capitalisme, ce qui n'est pas contradictoire avec l'idée d'un accroissement des inégalités, elle est tout simplement gommée. Dans cette représentation, le terme même de *capitalisme* est de trop. Il est « employé avec une grande réticence » (*ibid.*, p. 15), contrairement au mot *marché* qui lui est souvent préféré, car il permet de soutenir une version continuiste de l'histoire économique, puisque le marché existait bien avant l'existence du prolétariat.

Cette vision linéaire de la naissance du capitalisme est au centre du *Brenner Debate* (Aston et Philpin, 1976 [2002]), une controverse ouverte en 1976 par un article de l'historien américain Robert Brenner qui démolit deux des principales explications du passage du féodalisme au capitalisme : l'hypothèse de la *commercialisation*, par l'évolution lente du marché selon la loi de l'offre et de la demande ; l'hypothèse de la *démographie*, par l'augmentation de la population (Brenner, 1976, 1993). Dans les deux cas, devenus des orthodoxies erronées, Brenner pointe l'absence de prise en compte des classes sociales, des luttes entre seigneurs et paysans, remplacés par des processus évolutifs. Il cible en particulier l'interprétation malthusienne de Postan (1966) et les travaux de Le Roy Ladurie (1966), qui expliquent l'évolution de la campagne du Languedoc par une éruption démographique confrontée à ses limites malthusiennes.

Ces omissions et réductions de l'explication en termes de classes sociales remontent en fait à l'époque de la mise en œuvre de l'accumulation

primitive, quand il s'agissait d'apporter un soutien politique à la brutalité des lois permettant l'expulsion-punition des paysans. Michael Perelman traque par exemple chez les économistes classiques, « comme un psychanalyste détecte une révélation cruciale dans une remarque apparemment décalée » (Perelman, 2000, p. 5), les apparitions de la violence de classe des fameuses *game laws* qui auraient poussé Robin des Bois à mener une vie de criminel. Les références politiques aux législations sanguinaires de l'époque sont nombreuses dès les XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, mais l'histoire intellectuelle ne les a pas retenues. On insiste plutôt sur l'héritage humanitaire des économistes classiques et la théorie de la main invisible occupe tout le devant de la scène, alors même qu'elle n'était pas si essentielle, même chez Adam Smith – qui l'utilisait surtout comme un « moyen d'éviter les difficultés que l'accumulation primitive posait à son système » (*ibid.*, p. 9). Cette relecture sélective permet aux économistes d'aujourd'hui de présenter l'économie politique classique comme une étoile polaire autojustificatrice. Dans ces récits qui cherchent à renforcer l'hypothèse d'un équilibre du marché malgré l'absence de preuve historique, les facteurs de déstabilisation sont jugés extérieurs au capitalisme pur, identifiés à un marché utopique à faire advenir – auquel les États et les monopoles sont aussi étrangers que les catastrophes naturelles – pour éviter d'affronter l'hypothèse d'un effondrement endogène.

*Penser l'origine à partir de la fin : les catastrophes prévisibles*

En 1720, les chroniqueurs de la première grande catastrophe boursière française mélangent d'autant plus volontiers les arguments théologiques du châtement divin à leurs explications économiques que le pays est alors dévasté par sa dernière grande épidémie de peste, tout aussi inexplicable à l'époque. Mais l'idée d'une régularité de ces effondrements, propre à l'organisation de l'économie, commence déjà à émerger, comme en témoigne Montesquieu dans les *Lettres persanes*, où la faillite de Law revient souvent : « Il arrive, tous les dix ans, des révolutions qui précipitent le riche dans la misère, et enlèvent le pauvre avec des ailes rapides au comble de la richesse » (Montesquieu, 1873 [1721], p. 19). Après ce premier choc, au fil des crises économiques de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et surtout du XIX<sup>e</sup> siècle, l'idée d'un effondrement économique majeur devient toujours plus familière. Elle nourrit, d'une part, la théorie des cycles économiques, qui aboutit à l'idée de « destruction créatrice » selon Schumpeter et, d'autre part, le socialisme scientifique, structuré par l'hypothèse d'une mort violente du capitalisme, surtout après les mouvements révolutionnaires consécutifs à la crise européenne de 1846-1847. C'est dans ce contexte que l'hypothèse d'une autodes-

truction se formule à l'avant-dernière phrase du *Manifeste du parti communiste* (Marx, 1999 [1851]) – « la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs ». *Le capital* (Marx, 1993 [1867-1894]) reprend et développe cette idée, en lui donnant l'assise scientifique de la baisse tendancielle du taux de profit, et surtout en la construisant par symétrie avec son origine, la mort du féodalisme qui s'est, lui aussi, effondré sous le poids de ses propres contradictions, économiques d'abord, politiques ensuite. Par effet de miroir, l'analyse du rôle de la bourgeoisie révolutionnaire est donc déterminante pour imaginer celui du prolétariat révolutionnaire, transformant les forces autodestructrices du capitalisme en une société socialiste par la collectivisation des moyens de production.

Loin de disparaître, l'hypothèse d'une fin catastrophique s'est développée et ramifiée, à mesure que de nouvelles capacités destructrices étaient attribuées au capitalisme, en particulier celle d'annihiler les conditions d'existence de l'espèce humaine : les guerres mondiales, le réchauffement climatique et l'énergie nucléaire en sont sans doute les représentants les plus emblématiques. Cette vision de la fin est déjà formulée au XIX<sup>e</sup> siècle par les premiers environnementalistes, qui s'opposent aux dégâts engendrés par l'industrie chimique et sont contestés par les tenants d'un libéralisme écologique qui cherchent à désamorcer leur critique par des formes de recyclage industriel (Fressoz, 2016, p. 325). Mais le débat reste encore marginal, mal connecté à l'hypothèse d'une destruction planétaire, et ne deviendra monnaie courante qu'un siècle plus tard. On le retrouve sous une forme autrement plus développée chez les défenseurs de l'écosocialisme comme Richard Smith (2016), dans *Capitalisme vert. Le dieu qui a échoué*. La fin catastrophique y est étayée par une analyse de l'avènement du capitalisme qui a eu, dès le départ, de puissantes conséquences écologiques, largement ignorées, qui conduisent l'auteur à affirmer que « le capitalisme et le sauvetage de la planète sont fondamentalement et irrémédiablement incompatibles » (*ibid.*, p. 56). Moins assertif, l'historien William Sewell, dans « L'époque capitaliste », insiste lui aussi sur ce point : il faut ajouter aux contradictions internes au capitalisme celles qui s'instaurent « entre l'expansion infinie du capitalisme et les limites strictes imposées par les systèmes environnementaux de la Terre » (2019, p. 181). C'est d'ailleurs une raison fondamentale qui permet de parler du capitalisme comme d'une époque, c'est-à-dire d'une « forme de vie » (Sewell, 2019, p. 170) temporellement limitée et historiquement spécifique. Cette menace de la fin catastrophique a conduit au succès fulgurant de la notion d'anthropocène (Quenet, 2017). Conçue comme une nouvelle ère géologique ouverte par les perturbations environnementales globales causées par l'homme, du « capitalisme fossile »

(Angus, 2016) à l'arme nucléaire, elle impose pour de nombreux auteurs, comme Dipesh Chakrabarty (2018), une révision de l'histoire du capitalisme, caractérisé par une inversion des rapports entre l'homme et la nature. Le terme a néanmoins ses critiques, comme celle qui s'élabore à partir de la notion de capitalocène (Malm, 2017), elle aussi contre l'«histoire productiviste», mais qui ancre ces perturbations dans les rapports de classe du capitalisme industriel anglais. Ici, c'est bien une nouvelle représentation de la fin possible qui déclenche de nouvelles recherches, quitte à débusquer les premières formes de conscience écologique au sein d'une époque pensée qui n'envisage pas encore systématiquement la notion d'environnement à partir d'un effondrement mondial à venir.

Contre ces fins catastrophiques, les recherches de projets alternatifs – réformistes ou révolutionnaires – se sont frayé des passages. Là encore, leur formulation est indissociable d'une analyse de l'origine du problème, identifié à certains groupes sociaux centraux ou marginaux dans l'histoire du capitalisme. Parmi les projets réformistes construits contre la catastrophe économique, l'«euthanasie des rentiers» de John M. Keynes, pourtant née dans la tourmente de la Grande Dépression de 1929, s'enracine dans l'idée d'un *capitalisme tempérable*, car seules certaines fractions parasitaires, qui n'ont pas joué un rôle essentiel dans son développement, risquent de l'emporter dans l'abîme. Quant au projet de réforme de la bourse selon Max Weber (1999 [1894-1896]), qui vise étrangement à limiter les excès de la spéculation en l'interdisant aux classes moyennes, il ne peut se comprendre qu'à la lumière, d'une part, de son aversion politique pour les grands propriétaires terriens qui stigmatisent les opérateurs boursiers et, d'autre part, de son analyse du protestantisme comme rationalisation économique : les comportements des spéculateurs étant logiques, contrairement aux explications des crises boursières par la folie des masses, il ne sert à rien de chercher à les moraliser, il faut simplement réduire la taille de la population qui n'a pas les moyens d'en assumer les risques. Dans ces représentations réformistes, la fin catastrophique est évitée en sauvant le capitalisme de lui-même, car l'origine de la menace n'est pas jugée essentielle au capitalisme. Ce n'est pas le cas dans les projets qui visent au renversement du capitalisme, car ils posent la question des forces sociales capables de les porter, et plus précisément de la définition des sujets politiques collectifs moteurs du capitalisme.

*Le renversement du capitalisme et ses sujets : prolétariat et indigénat*

La théorie de l'accumulation primitive n'est pas seulement un modèle explicatif, c'est aussi une façon de faire surgir un sujet politique collectif.

Chez les socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle, et en particulier chez Marx, cette théorie dote le prolétariat d'une histoire commune, d'une identité nécessaire pour penser son avenir, sa capacité à renverser le capitalisme. L'origine de la « classe en soi », objectivement définie, est ainsi intégrée à la construction de la « classe pour soi », dotée d'une conscience d'elle-même. Pour certains historiens, cette conscience collective détermine la classe comme sujet historique. Dans *La formation de la classe ouvrière anglaise*, E. P. Thompson montre que le prolétariat n'est en rien une conséquence mécanique de la révolution industrielle, mais qu'il se forme, se bat, mûrit, expérimente le luddisme et le méthodisme, pour ne se forger une conscience de classe organisée qu'à partir des années 1830 (Thompson, 1966 [1963]).

Ces rapports entre le sujet politique révolutionnaire et l'origine du capitalisme ont conduit à de vifs débats internes au marxisme, comme en témoignent les controverses du capitalisme marchand et de la théorie des cycles, que l'historiographie stalinienne a cherché à réduire au silence (Barber, 1981). Dans le premier cas, le capitalisme marchand, pourtant essentiel aux analyses des historiens soviétiques comme Mikhaïl Pokrovsky (1931) (Banaji, 2017), menaçait la centralité théorique du capitalisme industriel et du rôle politique de l'État. Dans le contexte de l'industrialisation forcée, toute représentation du capitalisme sortant de la définition officielle était jugée dangereuse : ses conceptions de l'origine du capitalisme participèrent à l'autocritique, puis à la disgrâce de Pokrovsky, avant sa mort à point nommé en 1932, et une réhabilitation partielle de ses théories dans les années 1960. Quant à la théorie des cycles de Nicolaï Kondratieff, celle des *Vagues longues de la conjoncture* (1992 [1926]), qui considérait que l'histoire du capitalisme était caractérisée par des périodes de crise et de rétablissement tous les quarante à soixante ans, elle était perçue comme dangereuse car elle suggérait l'idée d'un capitalisme capable de se régénérer. Kondratieff est fusillé en 1938 et la réflexion sur les origines du capitalisme ne réapparaîtra qu'à l'effondrement du régime soviétique à partir de 1989, sous la forme d'une interrogation sur les modalités de la renaissance capitaliste. Les rapports entre fin et origine s'inversent alors, ce qui brouille les cartes de la succession des modes de production, sans pour autant faire surgir des théories fondamentalement nouvelles. La renaissance est, en quelque sorte, pensée *comme à l'époque de la naissance*, selon Bela Greskovits (2000, p. 19), pour qui les « représentations rivales de la société de marché postcommuniste » reprennent en écho, à plusieurs siècles de distance, les « représentations rivales de la société de marché » distinguées par Hirschman. Une fois de plus, l'origine est invoquée pour penser un projet politique et surtout les acteurs collectifs capables de le mener à son terme.

Plus récemment, la question du sujet politique du capitalisme s'est vue reformulée au sein des débats concernant les relations entre « rapports de classe » et « rapports de race », qui renvoient constamment les théories de l'émancipation – du capitalisme et du racisme – à leurs ancrages historiques. Dans ce cadre, le poids exact à attribuer à l'esclavagisme dans la naissance du capitalisme est un élément déterminant. Deux grandes hypothèses sont possibles et ont des conséquences radicalement différentes concernant la façon de penser l'émancipation : ou bien le racisme est un épiphénomène du capitalisme, relativement contingent, et doit donc se dissoudre à l'intérieur d'une analyse de classe ; ou bien, au contraire, il est une structure profonde de son économie politique, et cela impose alors une réflexion sur la construction du sujet politique racialisé en tant que tel. En 1944, le livre d'Eric Williams, *Capitalisme et esclavagisme*, affirme que la traite des Noirs, « forme la plus avancée du capitalisme marchand », a été l'« une des principales sources de l'accumulation du capital qui, en Angleterre, a financé la révolution industrielle » (Williams, 1944, p. 52). L'ouvrage, issu de la thèse d'histoire d'Eric Williams à Oxford, fait immédiatement débat et n'a eu de cesse, depuis, de s'attirer d'innombrables attaques. Le fait qu'Eric Williams (1911-1981) a été un militant anti-impérialiste noir né dans l'île caribéenne de Trinité-et-Tobago sous domination britannique – une île dont il sera Premier ministre quand elle accédera à l'indépendance en 1962 – souligne l'importance politique de cette analyse de l'origine du capitalisme. Dans ce contexte, Williams bénéficiera de l'influence intellectuelle du militant marxiste C. L. R. James, dont *Les jacobins noirs* (2017 [1938]), sur le rôle des révoltes d'esclaves pendant la Révolution française, paraît l'année de la soutenance de sa thèse. Parmi les recherches récentes approfondissant ces travaux, celles de Joseph Inikori (2002), dans *Africans and the Industrial Revolution in England*, confirment le lien de causalité entre la mise en place du système esclavagiste et l'essor du capitalisme.

Ces approches ont essayé le feu nourri des tenants d'une autre histoire coloniale, souvent reprise dans des débats éloignés des huis clos académiques. Parmi les exemples qui foisonnent dans le contexte français marqué depuis 2005 par les débats sur le « rôle positif de la colonisation »<sup>2</sup>, un article intitulé « Non, l'esclavage n'est pas l'enfant du capitalisme et vice-versa... » (Thermeau, 2014) paraît dans *Contrepoints*, une revue qui cherche à représenter « l'ensemble du spectre libéral ». Affirmant que « le lien supposé entre capitalisme et esclavagisme est une légende tenace », l'auteur cible explicite-

---

2 La loi du 10 février 2005 visant à insérer dans les programmes scolaires le « rôle positif » de la colonisation est abrogée l'année suivante après de nombreuses oppositions.

ment Williams et Inikori qu'il inclut dans la théorie de l'accumulation primitive : « Bref, c'est toujours la rengaine des méchants Blancs qui ont sucé le sang des pauvres Noirs pour s'enrichir [...]. Le mythe de l'accumulation du capital perdure malgré tout ». On retrouve dans l'article trois arguments classiques – profits peu élevés, antériorité de l'abolition de l'esclavage par rapport au pic de la révolution industrielle et faible réinvestissement industriel des capitaux négriers.

Des recherches indiquent pourtant le contraire : pour Barbara Solow, si les ventes d'esclaves n'atteignaient que 0,5 % du revenu national britannique en 1770, elles représentaient 7,8 % de l'investissement total et surtout 38,9 % de l'investissement industriel et commercial (Solow, 1985, p. 105 ; Norel, 2014), ce qui suffirait à convaincre du poids économique de la traite. Par ailleurs, réduire l'importance capitaliste de l'esclavagisme à la rentabilité directe de la traite pour la révolution industrielle est une forme de réductionnisme intenable pour deux raisons. D'abord, le capitalisme ne se réduit pas à la révolution industrielle qu'il précède de plusieurs siècles. Ensuite, à l'inverse, l'esclavagisme moderne ne se limite pas à la traite, loin de là. Pour en mesurer l'influence, il faut rappeler au moins trois éléments (Norel, 2014) : elle est un puissant aiguillon du développement de l'économie de plantation dans son ensemble ; elle apporte en abondance une matière première pour l'industrie textile européenne et stimule donc le développement de la classe ouvrière ; elle a eu de multiples influences indirectes, des ventes d'armes en Afrique en échange d'esclaves aux sources de revenus pour les États (impôts sur les négriers) en passant par l'importation de sucre.

Si ce lien de causalité gêne tant, c'est surtout parce qu'il dessine un sujet politique collectif qui a une incidence aujourd'hui, dans un contexte où les rapports sociaux de race refont surface, en particulier en France, sous l'influence d'importations de concepts d'auteurs afro-américains, de reconnaissance tardive de l'esclavage comme crime contre l'humanité, et de l'essor de la contestation et de l'analyse des rapports sociaux de race dans les sociétés blanches. Les représentations de la fin du capitalisme, pensée comme un renversement collectif conscient, ne peuvent plus faire l'impasse d'une sociogenèse de la racialisation comme structure sociale essentielle au capitalisme, présente dès la formation du prolétariat européen.

Tout effort pour délimiter une période historique suppose une réflexion en miroir, sur la fin et l'origine, sans que l'une puisse être pensée indépendamment de l'autre. Si la naissance de Rome en 753 avant J.-C. a pris une telle importance historique, archéologique et mythologique, ce n'est que rétrospectivement, après le développement puis la chute de l'Empire

romain en 476 après J.-C. Sinon, la fondation de Rome aurait sans doute été vite dispersée par l'histoire. Mais la particularité du capitalisme est d'être une époque dont on attend toujours la disparition. Un doute plane même sur ses morts passées car dans bien des pays dits *communistes* elles n'ont jamais été complètement avérées. Il serait plus juste de dire que le capitalisme n'est que *partiellement mort*, à des degrés divers et dans certains pays, avant de se réanimer. En l'absence de fin, toute caractérisation définitive de la période capitaliste relève donc de l'anticipation et demande que l'historien, le philosophe ou le sociologue s'appuient sur une représentation de l'avenir, donc sur une *fiction utile* pour comprendre l'origine de son temps. Il y a ici un incontournable effort d'imagination nécessaire à la démarche historique. On pourrait suspecter d'anachronisme cette lecture de l'histoire ou y voir, avec Karl Popper (1955 [1944]), une marque d'*historicisme*, ce procédé qui connecte systématiquement, au prix de la falsification, l'analyse du passé à la prédiction historique. Mais à la place d'une utopique neutralisation du présent et de l'avenir, il est préférable de plaider pour un « anachronisme contrôlé » (Loraux, 2005). Celui-ci se distingue d'une simple instrumentalisation de l'origine au profit d'une fin prédéterminée : il intègre, au contraire, le travail de représentation des avenir possibles à l'analyse historique, et permet en retour de préciser les fins possibles à partir des origines. Loin d'appauvrir le débat, les théories qui prennent en compte la fin, ou les fins possibles, s'étoffent à mesure qu'apparaissent de nouvelles significations, au fil des nouvelles crises et des nouvelles catastrophes.

En comparant les modèles explicatifs et leurs critiques, on arrive ainsi à une définition transitoire du capitalisme, où l'émergence de sujets politiques collectifs et durables constitue un centre de gravité incontournable. Le capitalisme apparaît comme un mode de production et d'échange mettant fin au féodalisme par une double accumulation primitive – expropriation des paysans, colonisation – qui a façonné de nouveaux sujets historiques – ouvriers, colonisés ; bourgeois, colons – dont les identités et les luttes persistent des siècles plus tard, car elles sont conçues comme porteuses de scénarios alternatifs du cours de l'histoire. Ces deux processus s'appuient d'ailleurs sur une logique patriarcale qui les précède et engendre une double exploitation des femmes, dont le travail domestique gratuit garantit la reproduction de la force de travail, féodale puis capitaliste, alors que leur travail salarié assurera l'expansion industrielle du capitalisme, au prix d'une généralisation de la double journée de travail. Certaines approches, comme celle de Silvia Federici qui intègre la « chasse aux sorcières » à son analyse (2014 [2004]), soulignent ainsi le rôle central des femmes dans l'accumulation primitive, à la fois comme esclaves et comme

ouvrières, ce qui mériterait un développement à part entière. Comprendre l'origine de ces sujets politiques collectifs – et les tentatives pour les réduire au silence – permet de distinguer différentes fins possibles : l'infinie croissance libérale; la catastrophe économique, militaire ou environnementale; le renversement conscient.

Si les étiologies du capitalisme ont une si forte répercussion politique, c'est parce que la notion de cause du capitalisme n'a pas un sens seulement mécanique. Elle a aussi un sens de responsabilité morale et politique, de cause à défendre. Dès que l'on comprend quel groupe social a intérêt à son maintien ou à son renversement, alors on peut penser avec cohérence la fin de l'époque capitaliste comme projet de transformation choisi et non comme catastrophe imposée. Cette représentation de la fin est constamment alimentée par les moments de crises, ces « petites morts » qui donnent un contenu concret à la fin et précisent nos théories de l'origine. Comme le formule Kermode à partir de ses réflexions sur la fin dans les œuvres de fiction : « quand nous survivons, nous faisons de petites images de moments qui ont ressemblé à des fins; nous nous nourrissons d'époques [*we thrive on epochs*] » (Kermode, 1966, p. 8). *Se nourrir d'époques*, cela signifie que nous sommes capables de nous représenter une autre époque, un au-delà réel : « nous nous projetons – nous, petits et humbles élus, peut-être – au-delà de la Fin, pour voir la structure du tout » (*ibid.*, p. 8). La capacité à terminer un récit est, de ce point de vue, une garantie de solidité. L'objectivité historique, loin de se construire par la neutralité débarrassée de tout anachronisme, se fabrique en assumant la projection dans l'avenir, quitte à rectifier le tir en cours de route.

## Bibliographie

- ALMEIDA MENDES Antonio (DE), 2008, « Les réseaux de la traite ibérique dans l'Atlantique nord (1440-1640) », *Annales HSS*, vol. 63<sup>e</sup> année, n° 4, p. 739-768.
- AMABLE Bruno, 2005 [2003], *Les cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Paris, Le Seuil.
- AMIN Samir, 1970, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris-Dakar, Anthropos.
- ANGUS Ian, 2016, *Facing the Anthropocene : Fossil Capitalism and the Crisis of the Earth System*, New York, Monthly Review Press.
- ARRIGHI Giovanni, 1994, *The Long Twentieth Century : Money, Power and the Origins of Our Times*, New York, Verso.
- ASTON Trevor H. et PHILPIN Charles H. E. éd., 1976, *The Brenner Debate : Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BANAJI Jairus, 2017, « Pour une historiographie du capitalisme marchand » [en ligne],

- Période*, [URL : <http://revueperiode.net/breve-bibliographie-annotee-sur-le-capitalisme-marchand/>], consulté le 14 décembre 2018.
- 2018, « Salvioli et la controverse du capitalisme antique » [en ligne], *Période*, [URL : <http://revueperiode.net/salvioli-et-la-controverse-du-capitalisme-antique-entretien-avec-jairus-banaji/>], consulté le 14 décembre 2018.
- BARBER John, 1981, *Soviet Historians in Crisis (1928-1932)*, Londres, Macmillan.
- BECKERT Sven, 2014, *Empire of Cotton : A New History of Global Capitalism*, New York, Vintage Books.
- BERGÈRE Marie-Claire, 2007, *Capitalismes et capitalistes en Chine. Des origines à nos jours*, Paris, Perrin.
- BLANQUI Adolphe, 1838, *Cours d'économie industrielle*, Paris, J. Angé.
- BLOCH Marc, 1968 [1931], *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, Armand Colin.
- BRAUDEL Fernand, 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, t. 3, *Le temps du monde*, Paris, Armand Colin.
- 1990 [1949], *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, t. 2, *Destins collectifs et mouvements d'ensemble*, Paris, Armand Colin.
- BRENNER Robert, 1976, « Agrarian class structure and economic development in pre-industrial Europe », *Past and Present*, n° 70, p. 30-74.
- 1993, *Merchants and Revolution : Commercial Change, Political Conflict, and London's Overseas Traders, 1550-1653*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CAPOGROSSI-COLOGNESI Luigi, 2004, « "Capitalisme" antique et "capitalisme" médiéval dans l'œuvre de Max Weber » [en ligne], *Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 34, [URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/207>], consulté le 14 décembre 2018.
- CARNINO Guillaume, HILAIRE-PÉREZ Liliane et KOBILSKY Aleksandra éd., 2016, *Histoire des techniques. Mondes, sociétés, cultures. XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Presses universitaires de France.
- CHAKRABARTY Dipesh, 2018, « Anthropocene time », *History and Theory*, n° 57, p. 5-32.
- CHIAPELLO Ève, 2007, « Accounting and the birth of the notion of capitalism », *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 18, n° 3, p. 262-296.
- DEWERPE Alain, 1985, *L'industrie aux champs. Essai sur la proto-industrialisation en Italie du nord (1800-1880)*, Paris, École française de Rome.
- DUBY Georges, 1962, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, Paris, Aubier.
- ENGELS Friedrich, 1975 [1845], *La situation de la classe laborieuse anglaise*, Paris, Science Marxiste.
- FEBVRE Lucien, 1962, *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN.
- FEDERICI Silvia, 2014 [2004], *Caliban et la sorcière. Corps et accumulation primitive*, Paris, Entremonde.
- FRANK Andre Gunder, 1978, *L'accumulation dépendante. Sociétés précapitalistes et capitalisme*, Paris, Anthropos.
- FRESSOZ Jean-Baptiste, 2016, « La main invisible a-t-elle le pouce vert ? Les faux semblants de l'écologie industrielle au XIX<sup>e</sup> siècle », *Techniques et culture*, n° 65-66, p. 324-339.
- GABRIELI Francesco, 2001 [1957], *Chroniques arabes des Croisades*, Paris, Actes Sud.
- GIMPEL Jean, 1975, *La révolution industrielle au Moyen Âge*, Paris, Le Seuil.
- GRESKOVITS Bela, 2000, « Rival views of postcommunist market society », *Democratic and*

- Capitalist Transitions in Eastern Europe*, M. Dobry éd., Dordrecht, Kluwer Academic Publishing, p. 19-47.
- HALL Peter et SOSKICE David éd., 2001, *Varieties of Capitalism : The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford, Oxford University Press.
- HAYEK Friedrich éd., 1954, *Capitalism and the Historians*, Londres, Routledge-Kegan Paul.
- HIRSCHMAN Albert, 1992, *Rival Views of Market Society and other Recent Essays*, Cambridge, Harvard University Press.
- NIKORI Joseph, 2002, *Africans and the Industrial Revolution in England*, Cambridge, Cambridge University Press.
- JAMES Cyril Lionel Robert, 2017 [1938], *Les jacobins noirs*, Paris, Les éditions d'Amsterdam.
- JARRIGE François, 2009a, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris des machines à l'aube de l'ère industrielle (1780-1860)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- 2009b, *Face au monstre mécanique. Une histoire des résistances à la technique*, Paris, Ithmo.
- KERMODE Frank, 1966, *The Sense of an Ending*, Oxford, Oxford University Press.
- KONDRATIEFF Nicolai Dimitrievitch, 1992 [1926], *Les grands cycles de la conjoncture*, Paris, Economica.
- LE ROY LADURIE Emmanuel, 1966, *Les paysans de Languedoc*, Paris, SEVPEN.
- LORAUX Nicole, 2005, « Éloge de l'anachronisme en histoire », *Espaces temps*, n° 87-88, p. 127-139.
- MALM Andreas, 2017, *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, Paris, La Fabrique.
- MANTOUX Paul, 1906, *La révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Société de librairie et d'édition.
- MARX Karl, 1999 [1851], *Le manifeste du Parti communiste*, Paris, Flammarion.
- 2014 [1867-1894], *Le capital*, Paris, Presses universitaires de France.
- MERZ-BENZ Peter-Ulrich, 2004, « Divergences et convergences entre Max Weber et Ernst Troeltsch dans l'approche du protestantisme », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 127, p. 57-77.
- MICHEL Cécile, 2008, « La correspondance des marchands assyriens du XIX<sup>e</sup> s. av. J.-C. De l'archivage des lettres commerciales et privées », *Topoi. Suppléments*, n° 9, p. 117-140.
- 2014, « La comptabilité des marchands assyriens de Kaniš (XIX<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) » [en ligne], *Comptabilité(s). Revue d'histoire des comptabilités*, n° 6, [URL : <http://journals.openedition.org/comptabilites/1437>], consulté le 20 janvier 2019.
- MINARD Philippe, 1998, *La fortune du colbertisme. État et industrie dans la France des Lumières*, Paris, Fayard.
- MONTESQUIEU, 1873 [1721], *Lettres persanes*, Paris, A. Lemerre.
- NEAL Larry et WILLIAMSON Jeffrey G., 2014, *Capitalism*, vol. 1, *The Rise of Capitalism : From Ancient Origins to 1848*, Cambridge, Cambridge University Press.
- NEF John, 1954, *La naissance de la civilisation industrielle et le monde contemporain*, Paris, Armand Colin.
- NOORDEGRAAF Leo, 1997, « The new draperies in the Northern Netherlands, 1500-1800 », *The New Draperies in the Low Countries and England, 1300-1800*, N. B. Harte éd., New York, Oxford University Press, p. 173-195.
- NOREL Philippe, 2014, « Traite négrière et formation du capitalisme (2) » [en ligne], *Histoire globale*, [URL : [http://blogs.histoireglobale.com/traite-negriere-et-formation-du-capitalisme-2\\_3605](http://blogs.histoireglobale.com/traite-negriere-et-formation-du-capitalisme-2_3605)], consulté le 14 décembre 2018.

- PERELMAN Michael, 2000, *The Invention of Capitalism : Classical Political Economy and the Secret History of Primitive Accumulation*, Durham-Londres, Duke University Press.
- PICON Maurice, 2008, « Production artisanale et manufacturière à l'époque romaine. À propos de *L'histoire brisée* d'Aldo Schiavone », *L'économie antique, une économie de marché?*, Y. Roman et J. Dalaison éd., Lyon, Société des amis de J. Spon, p. 191-214.
- PINCUS Steve, 2009, *1688 : The First Modern Revolution*, New Haven, Yale University Press.
- POKROVSKY Mikhaïl, 1931, *History of Russia from the Earliest Times to the Rise of Commercial Capitalism*, Londres, Martin Lawrence.
- PONI Carlo, 1976, « All' origine del sistema di fabbrica : tecnologia e organizzazione produttiva dei mulini da seta nell'Italia settentrionale (sec. XVII- XVIII) », *Rivista storica italiana*, n° 88, p. 444-497.
- 1997, « Fashion as flexible production : the strategies of the Lyons silk merchants in the eighteenth century », *World of Possibilities : Flexibility and Mass Production in Western Industrialization*, C. F. Sabel et J. Zeitlin éd., Cambridge, Cambridge University Press-Maison des sciences de l'homme, p. 37-78.
- POPPER Karl, 1955 [1944], *Misère de l'historicisme*, Paris, Plon.
- POSTAN Michael éd., 1966, *The Cambridge Economic History of Europe*, vol. I, *The Agrarian Life in the Middle Ages*, Cambridge, Cambridge University Press.
- QUENET Grégory, 2017, « L'anthropocène ou le temps des historiens », *Annales HSS*, vol. 72, n° 2, p. 267-299.
- REDIKER Marcus, 2013 [2007], *À bord du négrier. Une histoire atlantique de la traite*, Paris, Le Seuil.
- ROSTOVTSSEFF Michel, 1987, « Capitalisme et économie nationale dans l'antiquité », *Pallas*, n° 33, p. 19-40.
- SALVIOLI Giuseppe, 1906, *Le capitalisme dans le monde antique*, Paris, Giard.
- SCHUMPETER Joseph A., 2003 [1946], « Capitalism », *Essays on Entrepreneurs : Innovations, Business Cycles, and the Evolution of Capitalism*, R. V. Clemence éd., Livingston, Transaction, p. 189-210.
- SÉE Henri, 1980 [1926], *Les origines du capitalisme moderne*, Paris-Genève, Ressources.
- SEWELL William H., 2019, « L'époque capitaliste », *Tracés*, n° 36, p. 169-182.
- SMITH Richard, 2016, *Green Capitalism : The God that Failed*, Bristol, World Economics Association Book Series.
- SOBOUL Albert, 1989 [1965], *La Révolution française*, Paris, Presses universitaires de France.
- SOLOW Barbara, 1985, « Caribbean slavery and British growth : the Eric Williams hypothesis », *Journal of Development Economics*, n° 17, p. 99-115.
- SOMBART Werner, 1982 [1911], *The Jews and Modern Capitalism*, New Brunswick-Londres, Transaction.
- TAWNEY Richard H., 1951, *La religion et l'essor du capitalisme*, Paris, Marcel Rivière.
- THERMEAU Gérard-Michel, 2014, « Non, l'esclavage n'est pas l'enfant du capitalisme et vice-versa... Le lien supposé entre capitalisme et esclavagisme est une légende tenace » [en ligne], *Contrepoints*, [URL : <https://www.contrepoints.org/2014/11/06/187129-non-esclavage-nest-pas-lenfant-du-capitalisme-et-vice-versa>], consulté le 14 décembre 2018.
- THOMPSON Edward Palmer, 1966 [1963], *The Making of the Working Class*, Londres, Vintage Books.
- TOYNBEE Arnold, 1884, *Lectures on the Industrial Revolution in England*, Londres, Rivingtons Transaction Books.

- TROELTSCH Ernst, 1906, « Die Bedeutung des Protestantismus für die Entstehung der modernen Welt », *Historische Zeitschrift*, Munich-Berlin, R. Oldenburg.
- VALANCE Edward, 2006, *The Glorious Revolution : 1688. Britain's Fight for Liberty*, Londres, Little Brown.
- WEBER Max, 1998 [1924], *Économie et société dans l'Antiquité*, Paris, La Découverte.
- 1999 [1894-1896], *La Bourse*, Paris, Transition.
- 2002 [1905], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Flammarion.
- WILLIAMS Eric, 1944, *Africans and the Industrial Revolution in England*, Richmond, The University of North Carolina Press.
- YAO Souchou, 2002, *Confucian Capitalism. Discourse, Practice and the Myth of Chinese Enterprise*, Londres, Routledge.